



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **11 octobre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, le **quatre octobre** à **dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 28 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 27

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119), Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126), Nicole **LANGLOIS**.

Excusés ayant donné pouvoir : 6

Damien **GUILLARD** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Jean-Luc HEBERT
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Sandrine VEERAYEN
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Virginie LAMBERT
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Retardés : 2

Aurélien **LECACHEUR** (présent à partir de la délibération n° 119)
Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° 126)

Secrétaire de séance

Nicolas **BERTIN** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 4 octobre 2021

2020.10/120/COM6

CONSEIL MUNICIPAL – COMMUNICATION – SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Mesdames les conseillères municipales,

Messieurs les conseillers municipaux,

Mes chers collègues,

J'ai plaisir à vous retrouver ce lundi 4 octobre pour notre conseil municipal programmé, après celui extraordinaire, il y a 15 jours. Vous vous en souvenez, nous avons débattu de sujets portés par la C.U, notamment du Programme local de l'Habitat adopté par la Communauté urbaine, jeudi dernier, après le vote de toutes les communes.

Au menu de notre conseil municipal de ce soir, plusieurs dossiers évidemment mais **3 délibérations sont d'envergure** car elles vont lancer **des projets qui continueront de faire rayonner notre ville** et je crois que nous avons là matière à nous en réjouir : Fabienne Malandain vous présentera un programme d'opération pour **l'aménagement du parc jardin de la sente des rivières, dit des terrains Ternon**, il s'agit là d'un vrai enjeu d'aménagement du territoire et de préservation de la biodiversité sur plus de deux hectares. Véronique Blondel vous évoquera notre volonté d'implanter à Montivilliers **une Maison France Services** qui viendrait en complément de celles de Criquetot l'Esneval et Saint Romain de Colbosc – ce qui consolidera le rôle que veut jouer la deuxième ville de l'agglomération havraise. Enfin, je vous présenterai une convention avec la Maison de l'Architecture qui lancera une **première cession de réflexion sur les bâtiments de l'ancien lycée**, là encore un projet ambitieux car ces bâtiments de 900 m2 en plein coeur de ville ne sont plus utilisés depuis des années.

Comme à l'habitude, permettez-moi de délivrer aussi quelques éléments d'information ne relevant pas de nos délibérations.

Depuis le 22 septembre dernier, un projet relevant également de la C.U est entré dans sa phase attendue de concertation préalable. Il s'agit, chacun le sait, de la **concertation relative au projet d'extension du tramway**, avec les réunions publiques de lancement de cette concertation et, notamment celle de mercredi dernier à Montivilliers. Cette réunion publique a connu une forte affluence, de la part des Montivillons et d'habitants extérieurs à notre ville. Ce que nous pouvons retenir, c'est qu'elle a été riche d'échanges respectueux et bien évidemment de questionnements, c'est bien normal pour un projet aussi important. Cette concertation est ouverte jusqu'au 16 novembre prochain. Elle fera l'objet d'un bilan par les garants nommés par la Commission nationale du débat public, puis d'un bilan présenté par la Communauté urbaine d'ici le mois de février prochain.

L'enjeu pour les Montivillons est connu : ce qu'attendent les habitants, c'est l'amélioration des conditions de transports en commun, qu'ils soient plus accessibles, attractifs et invitent plus largement à laisser sa voiture.

L'un des enjeux de ce nouveau mode de transport, c'est l'hôpital Jacques Monod où travaillent 4500 salariés. Chacun reconnaît que la fréquence est un des éléments d'attractivité mais qu'il n'est pas suffisant. La durée du trajet est essentielle et c'est la raison pour laquelle, avec les élus de

Montivilliers, nous avons obtenu que le projet de 2019 soit revu, avec en fait 2 branches, pour un accès plus direct entre Montivilliers et le centre de Havre et dans un temps maximum de 25 minutes. Le projet de 2019 est aux oubliettes ; la desserte des quartiers sud du Havre, légitime dans ce projet d'extension, ne venant plus « s'intercaler » mais étant traitée depuis la gare du Havre sous la forme d'une seconde branche. L'autre enjeu est de ne pas encombrer plus la circulation en centre-ville qu'elle ne l'est déjà, d'où l'hypothèse d'un terminus au-delà de la Gare de Montivilliers et d'un arrêt entre Monod et la gare pour capter les habitants de Wilson et de la Belle Etoile.

Chacun peut accéder au dossier de la concertation, en ligne sur le site dédié : tramwaylehavremetro.fr ; lien également sur le site de la ville. Vous retrouvez le dossier papier au sein de l'Hôtel de Ville et au Centre social Jean Moulin, permettant à chacun de compléter le registre de concertation. Une permanence, avec le garant, est organisée demain après-midi au Centre social, une seconde aura lieu en Mairie dans la matinée du 15 octobre. Une marche exploratoire aura lieu ce samedi 9 octobre de 10h à 12h30 suivi d'un atelier sur le thème des mobilités et de l'intermodalité, toujours le 9 octobre à 14h30 à la Maison de l'Enfance, les deux se font sur inscription auprès de la Communauté urbaine. Enfin, des stands mobiles d'information seront accueillis le jeudi 14 octobre sur le marché, le jeudi 21 octobre à l'Hôpital Monod et le 9 novembre au centre commercial de la Lézarde.

Toutes les questions et interrogations sont légitimes au cours de ce temps de concertation, qui comporte bien évidemment d'autres dates dans les autres communes. Et donc chacun est invité à y prendre part. Et bien sûr, nous y participerons en tant qu'élus. Enfin, je vous invite à répondre à la lettre T distribuée dans chaque foyer de la C.U.

Seconde information d'actualité municipale : elle concerne **le Conseil municipal des Enfants**. Sa création avait été adoptée l'an dernier, mais la situation sanitaire avait alors été considérée comme un obstacle à sa mise en œuvre. Il est aujourd'hui en cours de formation.

La semaine du 20 septembre a permis de présenter le principe d'un conseil municipal des enfants au sein des écoles. Les élèves de CM1 pour l'année 2021-2022, seront élus pour 2 ans. La semaine dernière a été consacrée à un travail pédagogique autour des professions de foi, ce qui va permettre aux jeunes candidats de commencer leur campagne pour convaincre leurs camarades qui voteront à partir du 11 octobre selon les écoles.

Je vous rappelle que le Conseil municipal des Enfants est mis en œuvre en lien avec l'Education nationale, participe au temps pédagogique d'éducation civique et constitue aussi pour nous un élément de démocratie participative en associant le regard et les projets des enfants, usagers de la Ville et surtout citoyens de demain, particulièrement concernés par l'état du monde lorsqu'ils seront en âge de décider. Notre action en tant qu'élus doit toujours être vue sous cet aspect de long terme et le point de vue de ces jeunes citoyens compte. De ma place de Maire, j'ai toujours le plaisir d'être interpellé par les enfants, notamment sur des questions de développement durable, comme cela a été le cas récemment avec un jeune écolier qui m'a écrit.

Toujours est-il que c'est un plaisir de voir ce projet de Conseil municipal des enfants avancer et se concrétiser.

Autre projet qui avance et va bientôt entrer dans sa phase de concrétisation : **l'installation d'une Micro-Folie à Montivilliers**. Comme vous le savez, ce projet de musée numérique, qui intègre un espace de réalité virtuelle et un Fab-Lab sera accessible à tous en proximité, porté par La Villette a vu la candidature de notre Ville retenue. Notre collègue Jean-Pierre Laurent, conseiller municipal en

mission, veille à son avancée en lien avec Nicolas Sajous et les services municipaux. Comme bien d'autres secteurs, la livraison du matériel nécessaire a subi les retards liés à la pénurie de composants électroniques. La bonne nouvelle, c'est que cet aléa est derrière nous, le matériel arrive, les agents qui participeront à cette aventure sont formés ; la Micro-Folie sera ouverte au public à compter du mois de novembre, dès le 2 novembre, dans le cadre d'une installation itinérante qui débutera au Centre social Jean-Moulin. Je veux profiter de cette occasion pour saluer l'engagement transversal des services dans ce projet car il permet une première en France : si de nombreuses Micro-Folies voient le jour sous l'impulsion de La Villette et des communes engagées, celle de Montivilliers sera la première ville à opter pour un dispositif mobile et portée par une équipe interservices, pour se trouver, pendant une première phase, au plus près des habitants.

Là aussi, c'est toujours agréable de voir notre ville et ses projets avancer et se concrétiser. Nous communiquerons plus en détail au terme d'un prochain comité de pilotage prévu mi-octobre.

Dernier point d'information qui relève lui aussi de la concrétisation de nos délibérations et décisions : celui de **l'accueil de jeunes en apprentissage ou alternance, des services civiques et des contrats d'insertion** qui se déploient depuis le début du mois. Au total, 15 postes ont été pourvus.

5 postes ouverts en service civique sont aujourd'hui pourvus sur les 8 possibles. Pour mémoire, nous nous appuyons sur la Mission locale, agréée pour le service civique, pour recevoir les candidatures. 3 postes restent donc à pourvoir, en lien avec la participation des citoyens, la sensibilisation au développement durable et le lien social avec les personnes fragilisées.

Depuis le premier septembre, 7 nouveaux apprentis ou alternants sont accueillis au sein des services sur les 9 contrats prévus, il reste deux possibilités, l'un en lien avec les sports (au niveau licence STAPS) et l'autre avec l'éducation et la jeunesse (au niveau BPJEPS).

3 contrats d'insertion, dans le cadre des parcours emploi compétences sont également pourvus, 4 autres seront pourvus prochainement.

Depuis un an, notre collectivité a fait le choix, en tant qu'employeur, de faire un effort d'exemplarité pour soutenir l'accès à l'emploi et à la formation, avec ces trois dispositifs, des contrats d'insertion dit PEC, les services civiques et l'apprentissage.

Cela représente bien évidemment un effort financier supplémentaire : en année pleine, le coût brut de ces emplois qui permettent de mettre le pied à l'étrier, de bénéficier d'une expérience formatrice, représente un peu plus de 312 000 €. Déductions des aides, car tous ces dispositifs sont aidés par l'Etat, le coût pour la Ville est de l'ordre de 111 000 € sur une année, soit peu ou prou 1 % de notre budget RH.

Cela n'est pas négligeable, mais je crois essentiel qu'une collectivité comme la nôtre contribue à hauteur de 1 % de sa masse salariale au soutien à l'accès à l'emploi et à la formation.

Là aussi, car tout n'est pas qu'affaire de coût financier, je veux saluer les agents qui s'engagent dans le tutorat de ces jeunes accueillis au sein des services de la Ville pour des missions d'intérêt public, qui ne se substituent pas aux emplois de la fonction publique mais viennent la compléter. Nous aurons l'occasion d'en reparler lors de la délibération sur les Ressources Humaines.

Je crois que nous pouvons être collectivement fiers de voir cette action également se concrétiser au cœur d'une ville qui avance et qui joue son rôle en faveur de l'emploi.

Et pour continuer d'avancer, je vous propose donc d'étudier les délibérations de notre ordre du jour.

Je vous remercie.